

COMPTE RENDU - CONSEIL MUNICIPAL

Réunion du 07 octobre 2011

**

Membres présents : MMES BEZANÇON, BUTHOD-RUFFIER, MM. HAPP, JUIGNÉ, PAPINAUD, TAILLEMITE, THOMAS, VANRYCKEGHEM

Membres absents : Me CABANTOUS, Mme FERNANDES donne pouvoir à M. TAILLEMITE, Melle MASOLINI donne pouvoir à M. THOMAS

Secrétaire de séance : M. TAILLEMITE

LE CONSEIL MUNICIPAL :

- Prend connaissance du tarif des repas de la cantine facturés par le traiteur, pour l'année scolaire 2011/2012, qui subit une augmentation de 1,48 %. Considérant la conjoncture actuelle, le conseil municipal décide à l'unanimité de maintenir le tarif du repas facturé aux familles à 3.30 € et 4.80 € pour ceux qui bénéficient d'une dérogation à la carte scolaire. Il maintient également les tarifs garderie comme suit, étant précisé que toute heure commencée est due :

Garderie avant 8 heures : 2.03 €	Garderie midi avec repas : 2.03 €
Garderie avant 8 heures : 1.34 €	Garderie midi sans repas : 0.70 €
Garderie du soir : 1.34 € de l'heure	
- Fixe le montant de la participation due par les communes dont les élèves sont scolarisés à Fontaine-la-Gaillarde, à partir de la Grande Section, à 788.02 € par élève, pour l'année scolaire 2010/2011.
- Maintient le montant de la participation de 50 € par élève, sollicitée à la commune des Clérimois, pour l'accueil de ses élèves de 3 à 5 ans à l'école maternelle de Fontaine, durant l'année scolaire 2010/2011, correspondant aux frais de fournitures scolaires uniquement. Une participation calculée au coût réel sera sollicitée pour les frais de transport et d'organisation des activités scolaires (piscine, voyages, etc...).
- Reporte la délibération sur la Taxe d'Aménagement à une prochaine séance, après diverses réunions d'information par les services de l'Etat.
- Prend connaissance de l'évolution de divers dossiers de travaux :
 - L'établissement du plan topographique nécessaire à l'opération Cœur de Village a été revu à la baisse (- 3000 € ht)
 - La date limite de remise des candidatures pour l'étude d'élaboration du PLU est fixée au 14 octobre 2011. L'analyse des offres sera réalisée par les services de la DDT
 - Le conseil retient le devis de l'entreprise SOULIER de Fontaine-la-Gaillarde, d'un montant de 4 255.65 € ttc, pour réaliser les travaux de mise aux normes d'accessibilité sur les sanitaires publics.
 - Il porte son choix sur l'entreprise Luxembourg des Sièges, pour effectuer les travaux de réfection de la charpente et couverture de la sacristie de l'église, qui s'élève à 6 117.06 € ttc, étant précisé le caractère urgent de l'intervention, compte tenu de l'état très vétuste de la toiture qui pourrait s'écrouler en cas d'épisode neigeux .
 - Les travaux de mise aux normes électriques ont été réalisés à l'école, pendant les congés, pour un montant de 1 860.98 € ttc, pour tenir compte des observations émises lors de la visite de sécurité par l'éducation nationale.
 - Les travaux de voirie / réfection ponctuelles pratiqués sur l'ensemble du bourg se sont élevés à 3 202.53 € ttc, et les travaux de réfection des tranchées gaz à 1 548 € ttc.
 - Le nettoyage du réseau d'assainissement pluvial a été réalisé pour un montant de 1 126.20 € ttc.
- Pour répondre au recrutement de personnel auxiliaire, en remplacement du personnel titulaire en arrêt de travail,, le conseil vote des crédits supplémentaires au chapitre rémunération du personnel, par réduction sur le chapitre charges à caractère général.
- Demandent que soit rétabli le taux plafond de 1 % de la cotisation versée au Centre National de la Fonction Publique Territoriale par les employeurs territoriaux, afin de maintenir les conditions de formation des agents territoriaux.
- Accepte les propositions négociées par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Yonne, pour un contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à la charge de la collectivité, en cas d'arrêt de travail de ses agents.
- Accepte de régler la participation de 796.82 € ttc réclamée par la commune des Clérimois, pour l'alimentation électrique de 2 lampes d'éclairage public au hameau « La Bardoue », durant la période du 06/09/2008 au 31/03/2011.
- Prend connaissance de l'application depuis le 01/01/2011, de la taxe sur la consommation finale d'électricité appliquée à l'éclairage public, qui vient considérablement alourdie la facture d'électricité de la collectivité.

L'allumage permanent durant la nuit, institué dans un but sécuritaire n'a pas été éprouvé et est remis en cause dans une alternative de réduction des coûts.

Le conseil propose un retour à une période d'extinction dans la nuit, qui pourrait correspondre à la tranche 22h – 6h, soumise à une concertation préalable de la population.

- Soutient à l'unanimité l'avis défavorable émis par le SIVU de la Gaillarde, sur le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale.
- Accepte la proposition des « Jardins de la Croisières », pour effectuer le nettoyage sur un tronçon des berges du ru de la Gaillarde, situé en bordure de propriétés communales, sur une longueur de 70 ml, pour un montant de 450 €.

Questions diverses :

- Le contrat du jeune recruté pour procéder au nettoyage de la parcelle communale investie par les lapins de garenne a été prolongé jusqu'au 15 octobre. Il sera reconduit par le syndicat hydrologique pour poursuivre l'opération sur sa parcelle.
- L'école d'horticulture de Gron a un projet pédagogique d'aménagement le long de la Gaillarde. Les élèves de classe de BTS travailleront sur le dossier après une démarche de consultation de la population.
- En présence de l'intéressé, M. le Maire fait part de la démarche engagée par M. Dominique PICARD à l'encontre de la collectivité, concernant la négligence de réparation du trottoir longeant sa propriété au n° 3 Rue de Champagne, suite à l'orage du 28 juin 2011. M. le Maire rappelle que le revêtement était déjà bien endommagé par le stationnement récurrent du camion de M. PICARD sur le trottoir, depuis de longues années. Il précise de surcroît que les travaux de remise en état ont été pratiqués le vendredi 02 septembre, aux frais de la collectivité.
- Il est rappelé les déchets verts sont assimilés à des déchets ménagers, et que par conséquent leur brûlage est interdit à l'air libre.



Le Maire, Jack JUIGNÉ :